

GREVE DE LA FAIM AU CRA DE LYON : MANIFESTATION POUR LA FERMETURE DES CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE

Confinement ou pas, les CRA continuent à enfermer et à mettre en danger la vie des prisonnièr-es. Soutenons les luttes des personnes enfermées, exigeons la fermeture des centres de rétention, la fin de l'enfermement et des expulsions. Rendez-vous le SAMEDI 28 NOVEMBRE A 14 HEURES devant Forum Réfugiés, 326 rue Garibaldi

Les CRA (centres de rétention administrative) sont des prisons où l'État enferme les personnes qu'il considère comme irrégulières sur le territoire français parce qu'elles n'ont pas les « bons » papiers. L'objectif officiel de l'État, par l'intermédiaire de la PAF (police aux frontières), est de maintenir ces personnes enfermées pour organiser leur expulsion, qui peut avoir lieu à tout moment. Les prisonnièr-es peuvent être emprisonné-es au CRA jusqu'à 90 jours au cours desquels iels subissent des violences physiques et psychologiques : les violences policières, tortures, insultes et humiliations sont quotidiennes. Iels peuvent aussi être condamnés à de la prison ferme pour toutes sortes de prétextes : en ce moment par exemple, le fait de refuser de faire un test covid.

Des personnes enfermées au CRA de Lyon ont été testées positives au covid 19 début novembre, et des prisonnièr-es ont entamé une grève de la faim pour exiger leur libération immédiate.

Mais de nouvelles personnes continuent d'être envoyées au CRA tous les jours, et le nombre de cas positifs continue d'augmenter. Les personnes testées positives sont privées de soin, parfois mises à l'isolement total, parfois enfermées avec des prisonnièr-es non malades. Les prisonnièr-es sont 4 à 5 par chambre, avec des masques non réutilisables qu'iels sont censé-es garder une semaine. La distanciation sociale est par définition impossible, aucune mesure sanitaire n'est prise ni pour soigner ni pour protéger les personnes, et les violences policières s'intensifient dans ce contexte d'extrême tension. Tout ceci s'ajoute donc aux conditions de détention habituelles (insalubrité, promiscuité, nourriture infecte, justice absente, manque de soins, séparation arbitraire familiale et amicale, déni du droit de visite, violences policières en toute impunité...).

Dans ce contexte de crise sanitaire, les frontières sont fermées et de nombreux vols sont suspendus: les expulsions sont impossibles dans la plupart des cas. Quand l'expulsion n'est pas possible, l'État continue de faire payer les sans-papiers en les maintenant enfermés-es, mettant en péril la vie des prisonnièr-es en temps d'épidémie mondiale. Plutôt que de libérer, l'État fait le choix de durcir ses politiques racistes et carcérales : remplir les CRA, et condamner à de la prison ferme les prisonnièr-es qui refusent de faire le test pour éviter l'expulsion, quand bien même tout acte médical doit être fait dans le consentement éclairé du ou de la patient-e.

Les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur montrent que la lutte antiterroriste sert de prétexte pour enfermer et expulser toujours plus. Cela répond à un agenda politique raciste lié au contexte général de stigmatisation et de criminalisation des personnes étrangèr-es.

En réponse aux appels à soutenir les luttes des personnes sans papiers enfermées et isolées, mobilisons nous pour la fermeture définitive des centres de rétention et contre la construction du nouveau centre de rétention dont le chantier a débuté dans la zone d'extension de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry !

Rendez-vous le SAMEDI 28 NOVEMBRE A 14 HEURES devant Forum Réfugiés, 326 rue Garibaldi

**Régularisation de tous-tes les sans-papiers !
Ni expulsions, ni prisons,
Virus ou pas, à bas les CRA !**